

Dirigeants syndicaux, prononcez-vous pour la grève générale jusqu'au retrait !

Les manifestations du 31 mars pour le retrait du projet de loi Hollande-Valls-El Khomri ont réuni plus d'un million de manifestants, avec des grèves dans le public et le privé. Dans leur communiqué commun du 31, les directions CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL, au lieu d'appeler à la grève générale, présentent « leur disponibilité pour rencontrer le gouvernement et faire des propositions ».

Jusqu'à quand ? Les chefs de la CGT, de FO, des SUD ont participé à toute la préparation de la loi ; ils se sont encore rendus à Matignon le 7 mars et le 14 mars ; les chefs de l'UNEF étaient à Matignon le 11 avril. L'exigence des travailleurs et des jeunes n'a pas varié : Retrait ! Ils l'ont dit et redit dans la rue, de semaine en semaine.

Depuis la fin mars, des casseurs, en marge des manifestations de la jeunesse, détruisent des équipements publics et volent dans les vitrines de magasins. Sur les ordres du gouvernement, la police matraque systématiquement les lycéens et les étudiants, rendus vulnérables par l'abandon des syndicats de salariés et le refus de la grève générale par les chefs syndicaux.

Quand un syndicat CGT ose mettre en cause les violences des CRS dans une simple affiche, qui reste pourtant soigneusement sur le terrain de la défense de la police « républicaine », c'est en déjà trop et tous se lèvent pour défendre les corps de répression, comme ils ont approuvé l'état d'urgence du gouvernement Hollande-Valls-Cazeneuve en novembre 2015, du FN au PCF, du Medef à Solidaires.

Du côté des partis, Philippot (FN) l'accuse d'être « immonde ». Ciotti (LR) la trouve « scandaleuse, indigne, honteuse ». Cazeneuve (ministre PS de l'Intérieur) écrit à Martinez pour se plaindre d'une image « choquante » qui risque de « détruire le lien de confiance entre la population et la police ». Guarrido (PdG) comprend que « un policier puisse se sentir choqué ».

Du côté des directions des syndicats, la CFDT-Police « a pris connaissance de l'affiche de la CGT particulièrement scandaleuse et indigne d'un syndicat qui se voudrait républicain, sur des pseudos violences policières ». FO-Police « est indignée par l'affiche honteuse appelant à la haine du policier, publiée par la CGT ». La CGT-Police « comme tous les collègues qui effectuent leurs missions au service de la population, s'est sentie insultée ».

Sur ce sujet comme sur tous, les dirigeants des syndicats refusent de rompre avec le gouvernement. Ils le laissent

poursuivre sa politique anti-ouvrière. Les journées d'action à répétition (17 mars, 24 mars, 31 mars, 9 avril, 28 avril...) ne le menacent en rien ; c'est piétiner sur place au lieu d'affronter le gouvernement, d'avancer unis jusqu'au retrait. Souvenons-nous des grandes mobilisations en défense des retraites, en 2005 comme en 2010, qui ont échoué faute de grève générale.

Les bureaucrates se drapent dans la démocratie pour expliquer qu'ils ne peuvent pas « décréter » la grève générale, qui permettrait instantanément d'obtenir le retrait du projet, de vaincre le gouvernement. Mais n'ont-ils pas décrété les multiples journées d'action avec le soutien du PdG, du PCF, du NPA, de LO, du POI, du POID, d'AL, etc. ? Ont-ils consulté la base pour se rendre

à toutes les réunions qui ont préparé le projet de loi et où ils continuent à le discuter ?

La résolution de fin de congrès de la CGT (20 avril) fait du retrait de la loi une étape (« dans un premier temps ») pour poursuivre la collaboration avec ce gouvernement. Elle le protège d'avance, au cas où la mobilisation, malgré eux, lui infligerait une défaite.

La CGT appelle toutes les organisations à amplifier la riposte, dès le 28 avril, par la grève interprofessionnelle et les manifestations pour obtenir dans un premier temps le retrait du projet de loi de casse du code du travail. D'ici le 28 avril, la poursuite de la construction de l'action implique la tenue d'assemblées générales dans les entreprises et les services publics

pour que les salariés décident, sur la base de leurs revendications et dans l'unité, de la grève et de sa reconduction pour gagner retrait et ouverture de véritables négociations de progrès social.

Quand la tactique des journées d'action impuissantes n'a pas éliminé les combattants, les bureaucraties essaient d'émettre la résistance dans des grèves reconductibles, séparées site par site, qui n'ont que leur force locale, isolée. C'est ce qu'avance le congrès de la CGT, contre la grève générale jusqu'au retrait.

Grève générale jusqu'au retrait du projet Hollande-Valls-El Khomri ! Assemblées générales démocratiques partout ! Défense par les syndicats et les assemblées générales des occupations et des manifestations contre la police ! Coordination locale et nationale des comités de grève élus par les étudiants et les travailleurs !

24 avril 2016

 **REVOLUTION COMMUNISTE**

groupe marxiste internationaliste | collectif révolution permanente |

Grève générale jusqu'au retrait



Pour vaincre le gouvernement au service de la bourgeoisie p. 2
Appel de Strasbourg à la grève générale p. 4
À bas l'accord UE-Turquie contre les migrants 1 p. 6
Accords de Paris sur le climat : vœux pleux avant la catastrophe p. 8
Le renouveau du fascisme en Autriche p. 11
La Côte d'Ivoire et l'impérialisme français p. 13
Correspondance du Brésil p. 18
1965-1966 : le massacre oublié de 500 000 communistes en Indonésie p. 20
Deux tracts contre le projet de loi travail, pour la grève générale p. 5 & 28

n° 16 mars - avril 2016 1 euro